L'an deux mille vingt-deux, le 4 avril à dix-huit heures, le conseil communautaire Arize Lèze, s'est réuni au siège de la communauté, sous la présidence de Monsieur Laurent PANIFOUS

ETAIENT PRESENTS : VANDERSTRAETEN François (Artigat), ANTOLINI Dominique (La Bastide de Besplas), CAMPS Frédéric, DUFOSSE Dominique (Les Bordes sur Arize), BAZY Jean-Marc (Camarade), COMMENGE Jean-Claude (Campagne sur Arize), COURET Jean-Luc, SANS Jean-François (Le Carla Bayle), MOREAUD Rosine (Castéras), COURTIAL Anne (Castex), LECLERC Jean, COSTES Jean-Paul (Daumazan sur Arize), BUFFA Roger (Durfort), BUSATO Philippe (Fornex), PANIFOUS Laurent, ARNAUD Véronique, COUSTURE Eliane, CANTEGRIL Jean-Marc (Le Fossat), DEJEAN Jean-Paul (Gabre), HUART Valérie (Lanoux), COURNEIL Jean-Claude, GRANDET Véronique, LLUIS Claude, BLANDINIÈRES Lydia, LABORDE Jean, DEDIEU Alain, GILAMA Marie (Lézat sur Lèze), SANS Nicolas (Loubaut), BERDOU Raymond, MARTINEZ Rolande, ROUMAT Guy (Le Mas-d'Azil), DESCUNS Lyliane (Méras), RUMEAU Colette (Monesple), LASSALLE Yvon (Pailhès), MILHORAT Laurent (Sabarat), BOY Francis, MALBREIL Agnès (Saint-Ybars), FALLICO Gaetano (Thouars sur Arize), JALOUX Philippe (Villeneuve du Latou)

ETAIENT ABSENTS : SACILOTTO Claudine (Lézat sur Lèze), BORDALLO Ramon (Loubaut), CAUHAPE Jean-Louis (Sieuras),

ETAIENT EXCUSES: SARDA Manuel (Artigat), CASTAGNE Dominique (Lézat sur Lèze), SUPERY Jean-Marc (Le Mas d'Azil), GILLIOT Diane (Montfa), ALBERO Elisabeth (Sainte-Suzanne),

PROCURATIONS: SARDA Manuel à VANDERSTRAETEN François, CASTAGNE Dominique à GILAMA Marie

ORDRE DU JOUR:

Présentation par les dirigeants du projet de mise en accessibilité du Parc XPLORIA et de création de parkings

- 1 – Approbation du compte rendu du conseil communautaire du 14 février 2022
  - 2 – Vote des comptes de gestion et des comptes administratifs 2021, des budgets annexes et du budget principal
  - 3 – Affectation des résultats 2021
  - 4 – Dispositif d'aide en faveur de l'Ukraine
  - 5 – Immobilier d'entreprises : CHRONOLAQ
  - 6 – Présentation du Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) du PETR de l'Ariège
  - 7 – Modification des Périmètres Délimités des Abords : Etude sous mandat de communes
- Questions et informations diverses

PRESENTATION DU PROJET DE MISE EN ACCESSIBILITE ET DE CREATION DE PARKINGS SUR LE PARC XPLORIA

Charlotte et Florent RIVERE, co-gérants du parc XPLORIA présentent le projet de mise en accessibilité du cheminement pédagogique intérieur du parc et de création de parkings.

1 - APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 14 FEVRIER 2022

► Le Président propose à l'assemblée d'approuver le compte rendu du conseil communautaire du 14 février 2022.

L'assemblée procède au vote pour l'approbation du compte rendu du conseil communautaire du 14 février 2022.

41 votants	Votes pour	41	Votes contre	0	Abstentions	0

2 – VOTE DES COMPTES DE GESTION ET DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2021, DES BUDGETS ANNEXES ET DU BUDGET PRINCIPAL

Philippe JALOUX Vice-Président en charge des Finances présente le compte de gestion et le compte administratif pour le budget annexe Contrat Educatif Local Arize Lèze, le budget annexe Zone d'Activité de Peyjouan, le budget annexe Zone d'Activité de Plagnes, le budget annexe Hôtel d'Entreprises, le budget annexe Transport à la Demande et enfin le Budget Principal.

Il présente également l'état de la dette et l'évolution de la Capacité d'Autofinancement (CAF) depuis la fusion.

Laurent PANIFOUS rappelle les difficultés financières de la collectivité lors de la fusion, il se réjouit du chemin parcouru pour aboutir à cette situation plus sereine confortée par un budget consolidé.

Il exprime sa satisfaction au regard des bonnes décisions qui ont été prises par les élus, permettant de répondre aux urgences tout en ayant la capacité d'investir dans des équipements structurants.

Il exprime, à ce titre, ses chaleureux remerciements à l'ensemble des délégués et plus particulièrement à Philippe JALOUX et Jean Claude COMMENGE.

Il souligne, de plus, l'évolution positive de la CAF dont l'endettement est passé de 31 ans à 3 ans depuis la fusion.

Il souhaite également remercier l'équipe de techniciens qui a apporté une grande contribution à cette réussite ainsi qu'aux partenaires financiers qui ont accompagné très généreusement les projets de la collectivité.

Jean Claude COMMENGE souhaite mettre en évidence le fait que cette situation est le fruit d'une saine gestion accomplie intelligemment, il rappelle que les impôts n'ont pas été augmentés depuis plusieurs années et promet qu'ils n'augmenteront pas en 2022.

Il souhaite à son tour exprimer ses remerciements pour l'équipe d'agents communautaires.

Jean Luc COURET indique que les contribuables vont s'acquitter d'une augmentation de 3,4 % sur les Ordures Ménagères due à une augmentation des bases.

Raymond BERDOU exprime ses remerciements au Président PANIFOUS et rappelle que le Département restera toujours aux côtés de la communauté de communes malgré la diminution des marges de manœuvres.

Yvon LASSALLE propose que la communauté de communes s'investisse plus sur le foncier agricole si ses marges de manœuvre sont amplifiées.

► Il est proposé à l'assemblée une mise au vote de ces documents (à l'exception du Président Laurent PANIFOUS)

L'assemblée procède au vote du compte de gestion et du compte administratif du Budget Annexe CEL Arize Lèze

40 votants	Votes pour	40	Votes contre	0	Abstentions	0

L'assemblée procède au vote du compte de gestion et du compte administratif du Budget Annexe ZA de Peyjouan

40 votants	Votes pour	40	Votes contre	0	Abstentions	0

L'assemblée procède au vote du compte de gestion et du compte administratif du Budget Annexe ZA de Plagnes

40 votants	Votes pour	40	Votes contre	0	Abstentions	0

L'assemblée procède au vote du compte de gestion et du compte administratif du Budget Annexe Hôtel d'Entreprises

40 votants	Votes pour	40	Votes contre	0	Abstentions	0

L'assemblée procède au vote du compte de gestion et du compte administratif du Budget Annexe Transport à la Demande

40 votants	Votes pour	40	Votes contre	0	Abstentions	0

L'assemblée procède au vote du compte de gestion et du compte administratif du Budget Principal

40 votants	Votes pour	40	Votes contre	0	Abstentions	0

3 – AFFECTATION DES RESULTATS 2021

Philippe JALOUX présente le descriptif de l'affectation de résultats (document joint à l'ordre du jour) des comptes administratifs 2021.

► Il est proposé à l'assemblée de prendre une délibération afin de valider l'affectation de résultats présentée.

L'assemblée procède au vote sur l'affectation des résultats.

41 votants	Votes pour	41	Votes contre	0	Abstentions	0

4 – DISPOSITIF D'AIDE EN FAVEUR DE L'UKRAINE

Monsieur le Président explique à l'assemblée que la communauté de communes a centralisé les dons des communes et des particuliers au bénéfice de l'Ukraine collectés dans les communes puis les a acheminés jusqu'à Saint Sulpice sur Lèze siège de l'association "Alliance Occitanie Ukraine" le 21 mars 2022.

Il précise que le dispositif mis en place initialement par la Protection Civile de Foix pour récolter ces dons et les acheminer en Ukraine avait été débordé par l'afflux de dons.

5 – IMMOBILIER D'ENTREPRISES : CHRONOLAQ

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée l'abandon du premier projet de construction d'un bâtiment de l'entreprise Chronolaq sur la zone de Peyjouan pour lequel le conseil communautaire avait octroyé une aide de 58 653 € par délibération du 6 mai 2021.

Il informe l'assemblée que l'entreprise CHRONOLAQ s'est engagée, à présent, sur un projet de création de bâtiments, revu à la baisse, pour un montant total d'investissements de 947 744 € suivant le plan de financement ci-dessous :

DEPENSES	Montant
Travaux de construction	851 224, 83 €
Acquisition de terrains	85 122 €
Honoraires liés à la conduite de projet	11 397 €

CO-FINANCEMENTS	Montant	Taux
Région Occitanie (subvention)	132 684 ,21€	14 %
Etablissement Public de Coopération Intercommunale Dont 50 % de délégation d'octroi d'aide au Département	56 864,66 €	6 %
Sous-total financement public	189 548,87 €	20%
Autofinancement privé	758 195,46 €	60%

Il indique que CHRONOLAQ a sollicité une subvention de 56 864,66 € auprès de la communauté de communes pour financer l'immobilier d'entreprise, il précise que cette aide permet un cofinancement à parité avec le Département par un octroi d'aide de 28 432,33 €.

► Le Président propose à l'assemblée d'allouer une aide financière à l'entreprise CHRONOLAQ de 56 864,66 € répartie à parité entre le Conseil Départemental et la Communauté de Communes suivant les modalités suivantes :

- le versement d'une aide directe de 28 432,33 € à l'entreprise CHRONOLAQ
- la délégation partielle de la compétence pour l'octroi de l'aide du Conseil Départemental de l'Ariège d'un montant de 28 432,33 €.

L'assemblée procède au vote pour valider une aide financière à l'entreprise CHRONOLAQ de 56 864,66 € répartie à parité entre le Conseil Départemental et la Communauté de Communes suivant les modalités suivantes :

- **le versement d'une aide directe de 28 432,33 € à l'entreprise CHRONOLAQ**
- **la délégation partielle de la compétence pour l'octroi de l'aide du Conseil Départemental de l'Ariège d'un montant de 28 432,33€.**

41 votants	Votes pour	41	Votes contre	0	Abstentions	0

6 – PRESENTATION DU CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE (CRTE) DU PETR DE L'ARIEGE

Monsieur le Président présente au Conseil Communautaire le Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) porté par le PETR de l'Ariège.

Il indique que pour accélérer la relance et accompagner les transitions écologique, démographique, numérique, économique dans les territoires, le Gouvernement a proposé aux collectivités territoriales un nouveau type de contrat : Le Contrat de Relance et de Transition Ecologique afin de programmer les enveloppes d'aides à moyens termes et orienter les projets.

Il explique que le PETR a signé avec La Préfète ce CRTE, pour une durée de six ans, contrat qui illustre la généralisation d'un nouveau mode de collaboration entre l'Etat et les collectivités territoriales. Il intègre les dispositifs d'accompagnement de l'État à destination des collectivités territoriales, considérablement renforcés par les crédits du plan de relance lors des deux premières années.

Il souligne que le CRTE est la traduction de l'ambition d'un projet de territoire : la transition écologique et la cohésion territoriale sont la colonne vertébrale de ce contrat, qui s'appuie sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs territoriaux, publics comme privés, tous impliqués dans la relance.

Il précise que ce Contrat Territorial permet de mobiliser, dans le cadre d'un contrat régional unique, des dispositifs et moyens financiers ayant pour objectifs de structurer le territoire et d'agir pour l'attractivité. Il s'agit de mobiliser précisément les dispositifs financiers régissant des politiques territoriales (CPER) de la Région et du Département de l'Ariège (tout deux signataires du contrat avec le PETR).

Il indique aux délégués que chaque projet stratégique peut être potentiellement financé.

Il rappelle que les financements européens LEADER sont accessibles à tous mais qu'il y a un important impact sur la trésorerie à avancer.

Yvon LASSALLE s'interroge sur le recensement des projets par les communes et l'évaluation de l'impact financier.

Laurent PANIFOUS explique que les communes ont joué le jeu mais que le budget des opérations est complexe à anticiper.

Anne COURTIAL souhaiterait savoir quelle doit être l'ampleur du projet pour qu'il soit pris en compte.

Laurent PANIFOUS explique que le PETR centralise la réception des dossiers mais n'en exclut pas, certains projets peuvent être cependant dirigés vers un financement sectoriel.

7– MODIFICATION DES PERIMETRES DELIMITES DES ABORDS : ETUDE SOUS MANDATS DE COMMUNES

Monsieur Le Président expose aux membres du conseil communautaire que la Communauté de Communes Arize-Lèze, en concomitance avec l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), a saisi l'opportunité de substituer les rayons de 500 mètres constituant les abords des monuments historiques de certaines communes volontaires par des Périmètres de Délimitation des Abords (PDA), périmètres adaptés au terrain prenant en compte les éléments préexistants constitutifs du paysage et le découpage parcellaire dans un souci de co-visibilité avec les monuments historiques.

Il indique qu'un travail collaboratif s'engagera entre l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), les communes de Daumazan-sur-Arize, Fornex, Le-Mas-d'Azil, Lézat-sur-Lèze, Pailhès, Sabarat, Saint-Ybars et la CCAL afin de définir les contours de sept périmètres délimités des abords.

Il précise qu'il existe actuellement sur ces communes, quinze monuments historiques faisant l'objet d'un classement : l'abbaye bénédictine, la croix de Durban et l'Eglise St Jean-Baptiste (Lézat), le château et la chapelle du château (Pailhès), l'Eglise Ste-Anne (Sabarat), l'Eglise St-Etienne, le temple protestant, la grotte, le dolmen de Bidot, le dolmen de Seigmas (Le-Mas), la croix de pierre et l'Eglise St Sernin (Daumazan), le château de Fornex et l'Eglise de Saint-Ybars.

Laurent MILHORAT précise qu'il ne s'agit pas de réduire obligatoirement le cercle de 500 mètres de rayon mais bien d'adapter un périmètre cohérent à la protection.

Il ajoute que dans ce contexte, l'enquête publique nécessaire à cette démarche sera réalisée conjointement à celle du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Il propose que l'étude soit menée par le Bureau d'Etudes Cittanova pour être élaborée en continuité avec le travail déjà engagé dans l'élaboration du PLUi Arize-Lèze.

Jean Luc COURET indique que Le Carla Bayle possède 3 bâtiments classés et trouve anormal que la commune n'ait pas été informée de cette opération.

Laurent MILHORAT rappelle que des délégués de la commune du Carla Bayle, dont Christian PORTA, ont participé à la réunion de restitution de la première rédaction du PADD du 9 mars 2022 lors de laquelle il a été présenté l'opération relative à l'actualisation des périmètres ABF.

Il précise, de plus, qu'un mail a été envoyé, aux maires pour présenter le dispositif des " Périmètres Délimités des Abords (PDA)" en les sollicitant afin de connaître leurs souhaits de modification de délimitation de la servitude d'utilité publique présente sur leur commune.

Jean Luc COURET indique qu'il va se renseigner afin d'évaluer l'opportunité de cette opération sur sa commune au regard des dispositifs déjà en cours concernant notamment les ZPPAUP (zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) et SPR (Site Patrimonial Remarquable).

Laurent PANIFOUS explique que la prestation sera réalisée par la Communauté de Communes sous mandat des sept communes concernées pour un montant de 17 500 € HT, dont 50% est pris en charge par la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) et indique que le reste à charge par commune déduit des subventions sera de 1 250 € HT.

► Le Président propose à l'assemblée de valider l'engagement sur cette étude suivant les modalités présentées.

L'assemblée procède au vote pour valider l'engagement sur cette étude suivant les modalités présentées.

41 votants	Votes pour	41	Votes contre	0	Abstentions	0

Roger BUFFA présente à l'assemblée les 3 sujets abordés lors de la commission Enfance réunie en séance le 21 mars 2022, à savoir :

- 1 - Le projet de construction d'une crèche sur Lézat et d'une micro-crèche sur Le Fossat.
- 2 - Le diagnostic sur les besoins d'accueil de la petite enfance sur la basse vallée de l'Arize
- 3 - La problématique de financement des ALAE concernant des enfants résidents sur des communes extérieures au territoire Arize Lèze

Concernant le projet de construction d'une crèche sur Lézat et d'une micro-crèche sur Le Fossat, Roger BUFFA indique que le projet est en cours d'élaboration par le maître d'œuvre qui a été choisi.

Sur le sujet de l'accueil de la petite enfance sur la basse vallée de l'Arize, Roger BUFFA indique que certains élus de la basse vallée ont jugé l'étude imparfaite et ont souhaité l'approfondir par des investigations de terrain.

Roger BUFFA présente la problématique de financement des ALAE concernant des enfants résidents sur des communes extérieures au territoire Arize Lèze.

Il rappelle que les communes de Canens, Castagnac et Massabrac ne souhaitent plus participer sur les temps périscolaires du RPI de Saint-Ybars et précise qu'elles en ont le droit légalement.

Il indique que la commission propose de rédiger un courrier aux familles décrivant le coût du service et en précisant que les élus refusent de financer les prestations.

Jean Luc COURET s'étonne de ce refus.

Laurent PANIFOUS abonde dans l'idée de corriger cette situation sur le RPI de Saint Ybars mais exprime sa vigilance sur le risque de générer une réaction réciproque concernant les enfants de la vallée scolarisés dans la haute Garonne.

Roger BUFFA confirme que les mesures devront s'appliquer à tout le territoire.

Jean Luc COURET propose d'affiner l'étude des rapports financiers.

Nicolas SANS présente le fonctionnement relatif aux enfants de la communes de Loubaut scolarisés en Haute Garonne.

Laurent MILHORAT rappelle que la communauté de communes du Volvestre n'a pas la compétence.

Lydia BLANDINIÈRES suggère de donner le maximum d'informations sur ce litige aux parents concernés.

Laurent PANIFOUS précise qu'il s'agira de faire un courrier diplomatique aux familles.

Jean Claude COMMENGE rappelle que lors de la construction du collège de Lézat, une convention avait été formalisée avec l'Education Nationale.

Laurent PANIFOUS propose d'écrire une nouvelle fois aux maires afin de leur annoncer qu'un courrier sera envoyé aux familles.

Roger BUFFA rappelle que l'obligation de payer s'applique dans les RPI sous statut de SIVE, sur Saint-Ybars la simple convention n'impose pas le paiement des familles extérieures.

Francis BOY indique que les parents des enfants scolarisés extérieurs sont dans une contestation permanente.

Jean Luc COURET souhaiterait que soit évalué le coût sur les ALAE de la Haute Garonne.

Roger BUFFA rappelle que le budget de la DSP enfance et à la jeunesse s'élève à 2,5 millions d'euros , il concerne 100 enfants extérieurs du territoire.

Anne COUTIAL souhaiterait savoir à partir de quel exercice nous pouvons facturer.

Laurent PANIFOUS indique que l'enjeu est de savoir qui finance pour des usagers de services non contribuables sur l'Arize Lèze.

François VANDERSTRAETEN explique que si il n'y a pas obligation de payer , il n'y a pas non plus obligation de rendre le service.

Dominique DUFOSSE s'interroge sur l'avenir de l'école de Saint-Ybars en cas de départ des enfants hors territoire.

Francis BOY indique qu'il n'y a aucune inquiétude à avoir pour le RPI.